

L'ACCAPAREMENT DES TERRES PERPÉTRÉ PAR LES FONDS DE PENSION DANS LE MONDE DOIT CESSER



Des manifestants présentent au gestionnaire du fonds de pension TIAA une pétition dénonçant ses investissements dans les terres agricoles, avril 2017. Photo : Brandon Wu/ActionAid

Depuis une dizaine d'années, l'argent des fonds de pension alimente un énorme investissement dans les terres agricoles. Le nombre de fonds de pension investissant dans les terres agricoles et les sommes d'argent déployées à cette fin sont en augmentation, mais tout se fait discrètement. L'ampleur de cette prise de contrôle sans précédent des terres agricoles par des sociétés financières a des conséquences majeures pour les communautés rurales et les systèmes alimentaires. Il faut absolument s'y opposer. Laisser aux entreprises le soin de s'autodiscipliner avec leurs propres directives volontaires, c'est la catastrophe assurée.

En 2011, au sommet de la ruée sur les terres agricoles dans le monde, GRAIN publiait un rapport sur les fonds de pension.¹ Nous voulions souligner le rôle joué par les fonds de pension dans cette déferlante, non seulement parce qu'ils sont l'une des principales sources de financement des entreprises qui veulent acquérir de larges superficies de terres agricoles, mais aussi parce qu'ils fournissent d'intéressantes perspectives d'action. Les gestionnaires des fonds de pension qui traitent d'énormes sommes d'argent (voir schéma 1)², sont en effet censés être redevables de leurs actions auprès des travailleurs dont ils gèrent l'épargne-retraite ce qui, nous l'espérons, les rendrait plus sensibles à la pression sociale que les autres accapareurs de terres agricoles.

Il s'est passé beaucoup de choses au cours des sept dernières années. Comme nous en avons parlé dans un autre rapport publié l'an dernier, le rythme de l'accaparement des terres agricoles dans le monde s'est ralenti. La résistance des communautés, une mauvaise presse et l'incompétence des investisseurs ont tous contribué à réduire l'ampleur et le nombre des transactions agricoles à grande-échelle dans la plupart des pays de la planète.³ Mais le phénomène n'a pas disparu pour

autant et malheureusement, dans le secteur financier, la terre agricole est devenue une option "alternative" pour les dirigeants de fonds à la recherche de diversification et de nouvelles sources de revenus. Les fonds de pension, plus que tout autre acteur du monde financier, sont responsables de cette situation. Sans les injections de cash des gestionnaires de fonds de pension, la plupart des fonds agricoles existant aujourd'hui n'auraient pas survécu ou n'auraient jamais été créés.

L'attrait de la terre agricole pour les fonds de pension

Il n'existe, à notre connaissance, aucune base de données exhaustive couvrant les investissements des fonds de pension dans les terres agricoles. Nous avons passé au peigne fin la documentation publique disponible et les revues spécialisées pour essayer de former une image aussi complète que possible (voir tableau 1)⁴. Nous avons identifié 76 fonds de pension publics et privés ayant investi dans les terres agricoles qui sont gérés en interne ou par des gestionnaires de fonds externes.⁵ Nous estimons qu'en août 2018, ces fonds de pension avaient alloué environ 14,8 milliards de dollars aux investissements en terres agricoles.

Cette somme se trouve en haut de l'échelle de nos estimations de 2011 et elle est cohérente avec celles d'autres sources venant de l'industrie. En 2016, l'entreprise d'analyse financière Prequin a produit une étude qui

1. GRAIN, "Les fonds de pension : des acteurs clés dans l'accaparement mondial des terres agricoles" 20 juin 2011: <https://www.grain.org/article/entries/4288-les-fonds-de-pension-des-acteurs-cles-dans-l-accaparement-mondial-des-terres-agricoles>

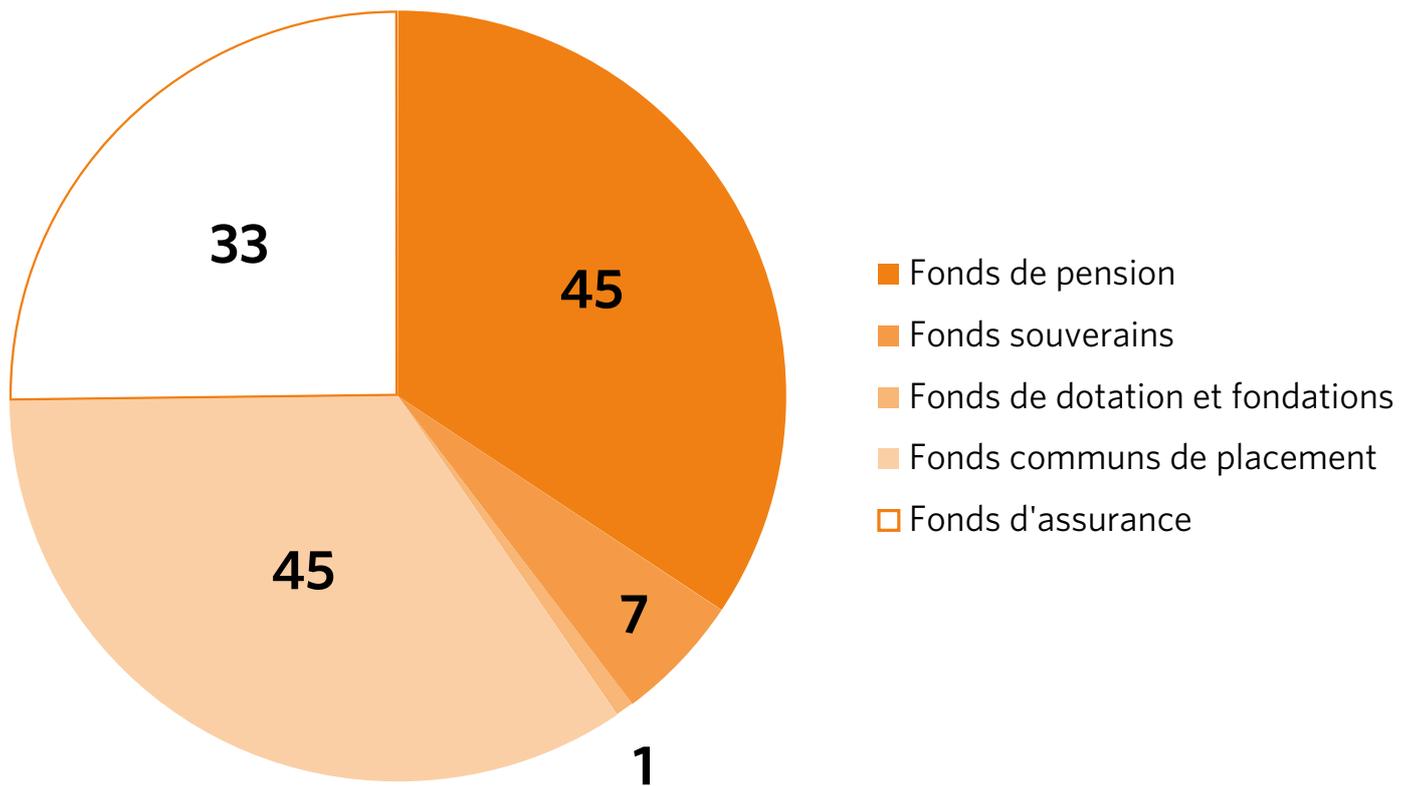
2. Thinking Ahead Institute, «Global pension assets study 2018,» février 2018: <https://www.willstowerswatson.com/-/media/WTW/Images/Press/2018/01/Global-Pension-Asset-Study-2018-Japan.pdf>

3. GRAIN, «Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact», 14 juin 2016: <https://www.grain.org/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

4. Table 1 : Les fonds de pension qui investissent dans la terre agricole (mis à jour jusqu'en août 2018), disponible ici en anglais : <https://goo.gl/R1S3ya>

5. Nous n'avons pas inclus le capital-investissement dans les entreprises d'agrobusiness, comme les entreprises de plantations de palmiers à huile, sauf quand l'entreprise avait été spécifiquement créée pour profiter de l'augmentation de la valeur des terres agricoles, comme Black Earth Farming Ltd.

Graphique 1 : Valeur totale des actifs détenus par différents types de gestionnaires de fonds (en milliers de milliards de dollars US)



Sources : The asset owner for tomorrow: Thinking Ahead Institute. Diverses sources originales. Projections utilisées pour en tirer les estimations de fin 2017.

identifiait 100 «fonds dédiés à l'agriculture et aux terres agricoles» non listés qui avaient fermé depuis 2006 et rapporté quelque 22 millions de dollars.⁶ Les fonds agricoles sont le plus souvent gérés par une société financière qui rassemble l'argent de différents investisseurs pour acquérir des terres agricoles et s'occuper ensuite des fermes pour eux, en louant les terres à des agriculteurs ou en engageant des entreprises de gestion agricole. Dans certains cas, les gestionnaires du fonds agricole peuvent être propriétaires de l'entreprise qui gère les fermes. Preqin a montré que la plupart des investisseurs de ces fonds agricoles étaient des fonds de pension, tant publics (20 %) que privés (12 %). Nos données suggèrent que le poids des fonds de pension dans les investissements en terres agricoles est nettement plus élevé.

Nos données révèlent également des éléments importants sur la géographie des investissements (voir

6. Preqin, «Special report on agriculture,» septembre 2016 : <http://docs.preqin.com/reports/Preqin-Special-Report-Agriculture-September-2016.pdf>

Carte 1). D'un côté, la majorité de l'argent consacré à l'acquisition de terres agricoles provient de fonds de pension nord-américains et européens, et les fonds de pensions américains viennent largement en tête. Ceci s'explique en partie par la taille même de l'ensemble des fonds de pension américains qui représentent près de la moitié des actifs aux mains des fonds de pension de la planète.⁷ Les fonds de pension américains sont aussi davantage impliqués dans les soi-disant « investissements alternatifs » que les autres fonds de pension dans le reste du monde et les ressources naturelles (c'est-à-dire les forêts et les terres agricoles) sont aujourd'hui des options courantes dans un portefeuille de fonds alternatifs.⁸

7. OECD, «Pension Funds in Figures,» juin 2018: <https://www.oecd.org/daf/fin/private-pensions/Pension-Funds-in-Figures-2018.pdf>

8. The Pew Charitable Trusts, «State Public Pension Funds Increase Use of Complex Investments,» avril 2017: https://www.pewtrusts.org/-/media/assets/2017/04/psrs_state_public_pension_funds_increase_use_of_complex_investments.pdf

Mais les fonds de pension européens se tournent eux aussi de plus en plus vers les fonds alternatifs qu'ils voient surtout comme une solution aux obligations à faible rendement. C'est le cas aussi des grands fonds de pension d'autres parties du monde, notamment la Chine, la Corée du Sud, la Malaisie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.⁹ Le Chili vient de se débarrasser de la réglementation qui empêchait auparavant ses importants fonds de pension d'État d'investir dans les fonds alternatifs.¹⁰ En Afrique du Sud, les fonds de pension d'État ont fait en octobre de cette année une incursion majeure dans l'agrobusiness, quand ils se sont mis avec un groupe financier d'autonomisation économique des populations noires pour racheter le plus grand parc d'engraissement et abattoir pour bétail d'Afrique.¹¹ En juin 2018, le gouvernement japonais a accordé au Fonds d'investissement de pension du gouvernement [Government Pension Investment Fund], la plus grande réserve mondiale d'argent dédié aux pensions, l'autorisation de se lancer dans des programmes limités de partenariat pour acquérir des actifs alternatifs, ce qui lui ouvre grand la porte pour investir dans les fonds alternatifs, notamment les terres agricoles.¹² En avril 2018, ce qui pourrait marquer le début d'une tendance parmi les

9. Voir Theo Andrew, «UK pension funds expected to wade into alternatives», Pensions Age, 14 juin 2018: <http://www.pensionsage.com/pa/UK-pension-funds-expected-to-wade-into-alternatives.php>; IP&E, «Korea's major public funds are marching in», mai 2012: <https://www.ipe.com/countries/asia/koreas-major-public-funds-are-marching-in/www.ipe.com/countries/asia/koreas-major-public-funds-are-marching-in/10003627.fullarticle>; Asia Asset Management, «Malaysia pension funds grow their alternative assets», 12 juin 2018: https://www.asiaasset.com/news/EPFKWAPAL_gte_0611.aspx; and OECD, «Pension Funds in Figures», juin 2018: <https://www.oecd.org/daf/fin/private-pensions/Pension-Funds-in-Figures-2018.pdf>

10. Daniela Sirtori-Cortina, «AFP Capital readies to be first Chilean pension to access alts», Citywire Americas, 5 juin 2018 : <https://citywireamericas.com/news/afp-capital-readies-to-be-first-chilean-pension-to-access-alts/a1126075>

11. Hilton Shone and Loni Prinsloo, «PIC buys into Africa's biggest feedlot in \$365 million deal», Bloomberg, 23 octobre 2018: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-10-23/south-africa-s-pic-pelo-buy-majority-stake-in-karan-beef>

12. Florence Chong, «Japan's GPIF given green light to invest in limited partnerships», IP&E, 25 juin 2018 : <https://realassets.ipe.com/news/japans-gpif-given-green-light-to-invest-in-limited-partnerships/realassets.ipe.com/news/japans-gpif-given-green-light-to-invest-in-limited-partnerships/10025342.fullarticle>

sociétés financières japonaises, Nippon Life Insurance est devenue la première société japonaise à faire un investissement non négligeable dans un fonds de terres agricoles à l'étranger.¹³

Ce qu'on peut observer encore à propos de géographie, ce sont les endroits où les fonds de pension acquièrent des terres. Leurs acquisitions se sont limitées à l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et des régions d'Amérique du Sud où existent des marchés fonciers et suffisamment d'infrastructures pour l'exportation des marchandises. Les fonds de pension sont plus réticents à investir en Afrique et là où les terres sont moins privatisées, les infrastructures moins développées et où ils risquent davantage d'être accusés d'accaparement des terres.¹⁴ Dans ces régions du monde, la plupart des grandes transactions foncières sont le fait d'entreprises de l'agrobusiness, profitant souvent du financement des banques de développement et du soutien du gouvernement de leur pays.¹⁵

Toutefois il est clair que les fonds de pension sont tout de même prêts à prendre certains risques. Le Brésil, par exemple, est l'une des principales cibles des acquisitions de terres agricoles par les fonds de pension, et pourtant c'est le pays qui est le plus confronté aux conflits provoqués par l'agrobusiness.¹⁶ Les terres agricoles d'Europe de l'Est sont également une des principales cibles des gestionnaires de fonds de pension, même si les marchés fonciers y sont notoirement corrompus et largement entachés de fraude et que certains fonds de pension ont déjà été impliqués dans des scandales.¹⁷

13. Global AgInvesting, «Japan's Nippon Life makes a US\$92.5 million offshore farmland investment» 16 avril 2018: <http://www.globalaginvesting.com/japans-nippon-life-makes-us92-5m-offshore-farmland-investment/>

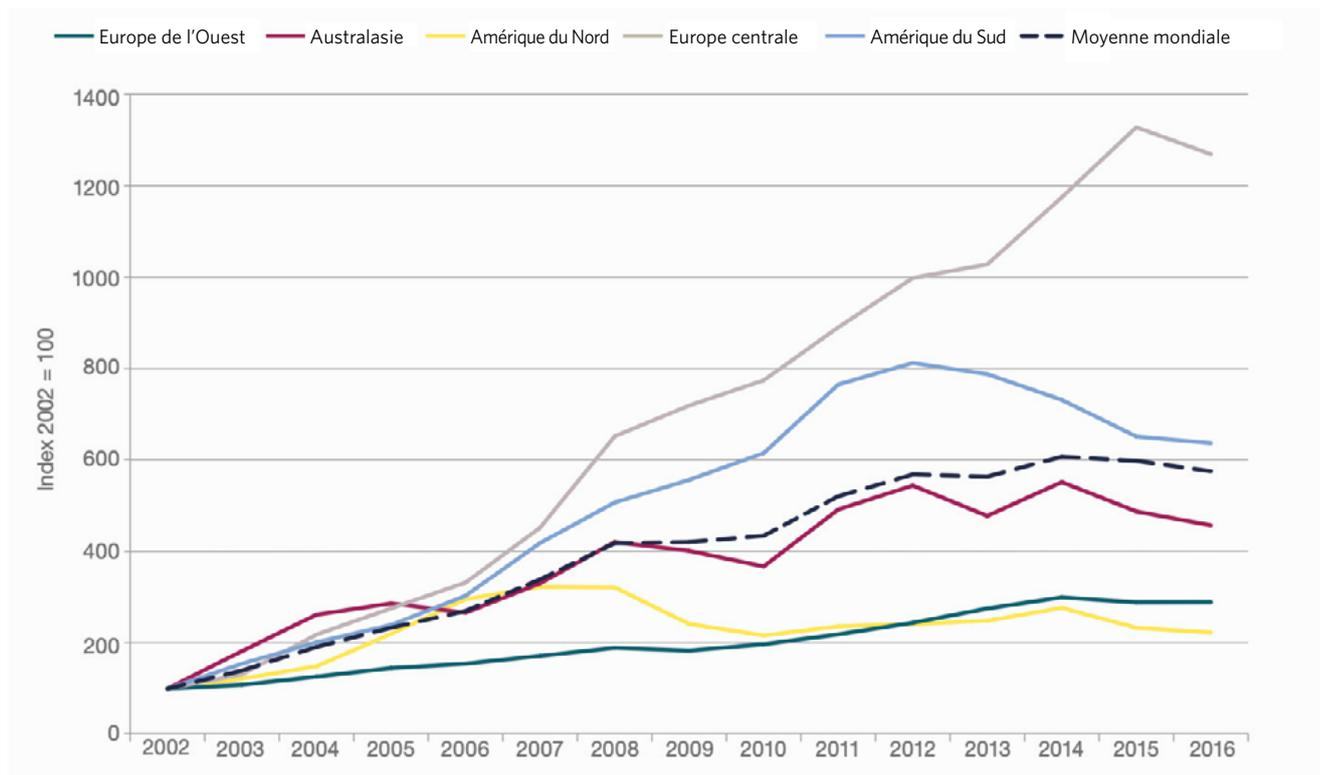
14. Jonathan Williams, «Land-grabbing claims complicate agricultural investment, says BT scheme», IP&E, 9 mars 2012 : <https://www.ipe.com/land-grabbing-claims-complicate-agricultural-investment-says-bt-scheme/www.ipe.com/land-grabbing-claims-complicate-agricultural-investment-says-bt-scheme/44360.fullarticle>

15. GRAIN, «Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact», 14 juin 2016: <https://www.grain.org/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

16. Jonathan Watts, «Almost four environmental defenders a week killed in 2017», Guardian, 2 février 2018 : <https://www.theguardian.com/environment/2018/feb/02/almost-four-environmental-defenders-a-week-killed-in-2017>

17. «Dutch bank faces questions on Romania land-grab», EU Observer, 6 novembre 2015: <https://euobserver.com/investigations/130989>

Graphique 2 : Évolution de la valeur des terres agricoles dans différentes régions du monde, selon le Savill's Global Farmland Index



Sources : USDA, Eurostat et plusieurs autres sources et estimations de données & Savill Research

Ce qui attire les fonds de pension dans ces pays, et ce qui continuera à les y attirer, c'est la possibilité du profit. Sur ces frontières de l'expansion agroindustrielle, où les paysans et les populations autochtones sont déplacés pour faire place aux plantations, la spéculation sur le prix du foncier peut rapporter beaucoup d'argent.¹⁸ Si la plupart des fonds de pension préfèrent pour le moment investir dans les terres agricoles de leur propre pays, il semble bien que beaucoup d'entre eux ne voient ces investissements que comme le prélude à l'investissement dans le foncier agricole à l'étranger, une option susceptible de leur permettre d'engranger finalement de plus gros bénéfices.

Il faut vraiment être attentif à cette évolution. Le nombre de fonds de pension investissant dans les terres agricoles et les sommes d'argent déployées à cette fin sont en augmentation, mais tout se fait discrètement. Les fonds de pension, étrangers comme nationaux, ont tranquillement pris possession d'énormes surfaces agricoles aux États-Unis, en Australie et dans d'autres pays industrialisés, sans soulever grande opposition, alors que les répercussions sur les communautés rurales sont importantes. Nous estimons que les sommes actuellement mises en jeu par les fonds de pension

pour acquérir des terres agricoles américaines sont suffisantes pour racheter grosso modo une sur dix des fermes devant être mises sur le marché dans les cinq prochaines années.¹⁹ Si l'on ajoute à cela les achats de terres agricoles effectués par les autres sociétés financières et les riches particuliers comme Bill Gates et le fait que dans les pays concernés un très grand nombre d'agriculteurs sont assez âgés et n'ont pas prévu de transférer leur ferme à leurs enfants, tout est prêt pour un transfert massif des terres des fermes familiales aux grandes entreprises financières, en l'absence totale de débat et de réglementation publics.

Il est urgent de continuer et d'approfondir la recherche pour exposer l'impact de l'investissement des fonds de pension dans les terres agricoles sur les États-Unis et

18. Savills, «Global farmland value index», juin 2016

19. Le calcul est basé sur le total estimé par GRAIN de 5 milliards de dollars d'investissements engagés des fonds de pension dans les terres agricoles aux États-Unis, sur la moyenne calculée par le Service de la recherche économique du ministère de l'Agriculture américain [USDA ERS] des valeurs des terres agricoles américaines de 2016 et les estimations de l'USDA ERS de la valeur totale des accords fonciers attendue pour 2015-2019. Voir : USDA/ERS, «Land Acquisition and Transfer in U.S. Agriculture,» août 2016 : <https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2016/august/land-acquisition-and-transfer-in-us-agriculture/>

les autres pays industrialisés. Ceci non seulement pour les conséquences que ces investissements font subir aux communautés rurales de ces pays, mais aussi parce que si on ne s'insurge pas contre les fonds de pension, cela ne peut que les encourager à se lancer dans des achats de terres agricoles plus risqués à l'étranger.

Il faut mettre fin aux investissements des fonds de pension dans les terres agricoles

Les fonds de pension n'aiment pas la mauvaise publicité. Nous l'avons bien vu dans les actions que nous-mêmes et d'autres ont menées sur cette question au cours des dernières années.²⁰ Cependant, le problème est que les fonds de pension, dans leur majorité, ont répondu en redoublant d'efforts de communication sur leurs pratiques d'investissement responsable, même quand ils étaient confrontés à des preuves évidentes qu'ils ne respectaient même pas leurs propres directives. Ils n'ont pas, à notre connaissance, à l'exception d'un seul fonds, retiré d'argent de leurs accords fonciers.²¹

Certains gestionnaires de fonds de pension sont tout bonnement trop impliqués dans les terres agricoles mondiales pour qu'on puisse espérer qu'ils renoncent. TIAA, « le plus grand investisseur en terres agricoles du monde » a bâti un mini-empire de fermes d'un bout à l'autre du monde, grâce au cash fourni par de nombreux fonds de pension de différents pays et de différents secteurs (des fonctionnaires aux médecins). Sa réponse publique pour se défendre contre les preuves de sa contribution à la destruction environnementale et à l'accaparement des terres au Brésil a été de les nier, puis d'ajouter quelques pages de plus à son rapport sur l'investissement agricole responsable de l'année suivante.

L'exposition publique et la pression incessante, notamment de la part des travailleurs dont il gère les pensions²², ont très probablement compliqué la tâche de TIAA pour lever des fonds pour ses fonds agricoles mondiaux et il semble que TIAA ait mis en pause les investissements dans le nord-est du Brésil, où ses liens

20. Voir par exemple : Jonathan Williams, «Land-grabbing claims complicate agricultural investment, says BT scheme», IP&E, 9 mars 2012: <https://www.ipe.com/land-grabbing-claims-complicate-agricultural-investment-says-bt-scheme/www.ipe.com/land-grabbing-claims-complicate-agricultural-investment-says-bt-scheme/44360.fullarticle>

21. Reuters, «Canada's CPPIB pension fund plans farmland retreat», 26 avril 2017: <https://ca.reuters.com/article/businessNews/idCAKBN17S2JX-OCABS>

22. Sheeraz Raza, «TIAA Clients And Activists To Deliver 100,000 Petitions To Pension Fund In NYC», Value Walk, 20 April 2017: <https://www.valuwalk.com/2017/04/tiaa-farmland-protests/>

avec l'accaparement des terres avaient été exposés. Il a aussi cédé aux demandes de publier, au minimum, des informations sur l'emplacement de ses holdings agricoles en créant une « carte des terres agricoles » pour ses propriétés.²³ C'est un résultat très utile, en ce sens qu'il permet aux groupes de continuer à faire une brèche dans les revendications de TIAA en matière d'investissements agricoles responsables et de montrer les conséquences néfastes de ce genre d'investissement financier dans les terres agricoles.

Le fonds de dotation de l'Université de Harvard est aussi l'un des grands acteurs de l'investissement agricole ; il se place juste derrière TIAA par la taille et la diffusion géographique de ses holdings agricoles. Cependant, Harvard gérait toutes ses transactions foncières de manière interne et les gestionnaires qui ont orchestré la plupart des accords ont quitté la société (pour former une nouvelle société qui collecte l'argent investi par des fonds de pension dans les terres agricoles et les forêts en Amérique latine !).²⁴ Ceci augmente la probabilité d'un arrêt complet des investissements de Harvard dans les terres agricoles, surtout que le fonds est très gêné des pertes financières que beaucoup de ses transactions foncières semblent avoir générées.

La plupart des fonds de pension hésitent encore à se lancer dans l'investissement agricole ou commencent timidement à tâter le terrain. Et les scandales qui submergent deux des pionniers de l'investissement financier dans les terres agricoles de la planète, TIAA et Harvard, contribuent, on peut l'espérer, à les faire hésiter.

Mais ce n'est pas un sujet à laisser aux salles de conseil des gestionnaires de fonds de pension. Les conséquences sociales de l'accaparement des terres perpétré de manière incessante par le secteur financier sont profondes et doivent faire l'objet d'un débat public.

23. Voir : <https://www.nuveen.com/institutional/farmland-map>

24. Pour plus de détails sur les accords fonciers de Harvard, voir : GRAIN et le Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, «Un milliard de dollars de Harvard dans un fiasco lié aux terres agricoles», 6 septembre 2018: <https://www.grain.org/article/entries/6014-un-milliard-de-dollars-de-harvard-dans-un-fiasco-lie-aux-terres-agricoles>

La nouvelle société formée par les anciens gestionnaires de l'investissement dans les terres agricoles s'appelle Folium Capital ; elle a reçu des investissements du New Mexico Educational Retirement Board. Voir : Real Assets, «New Mexico Educational invests in Folium and Stonepeak funds», août 2017 <https://realassets.ipe.com/news/investors/new-mexico-educational-invests-in-folium-and-stonepeak-funds/realassets.ipe.com/news/investors/new-mexico-educational-invests-in-folium-and-stonepeak-funds/10020384.fullarticle>

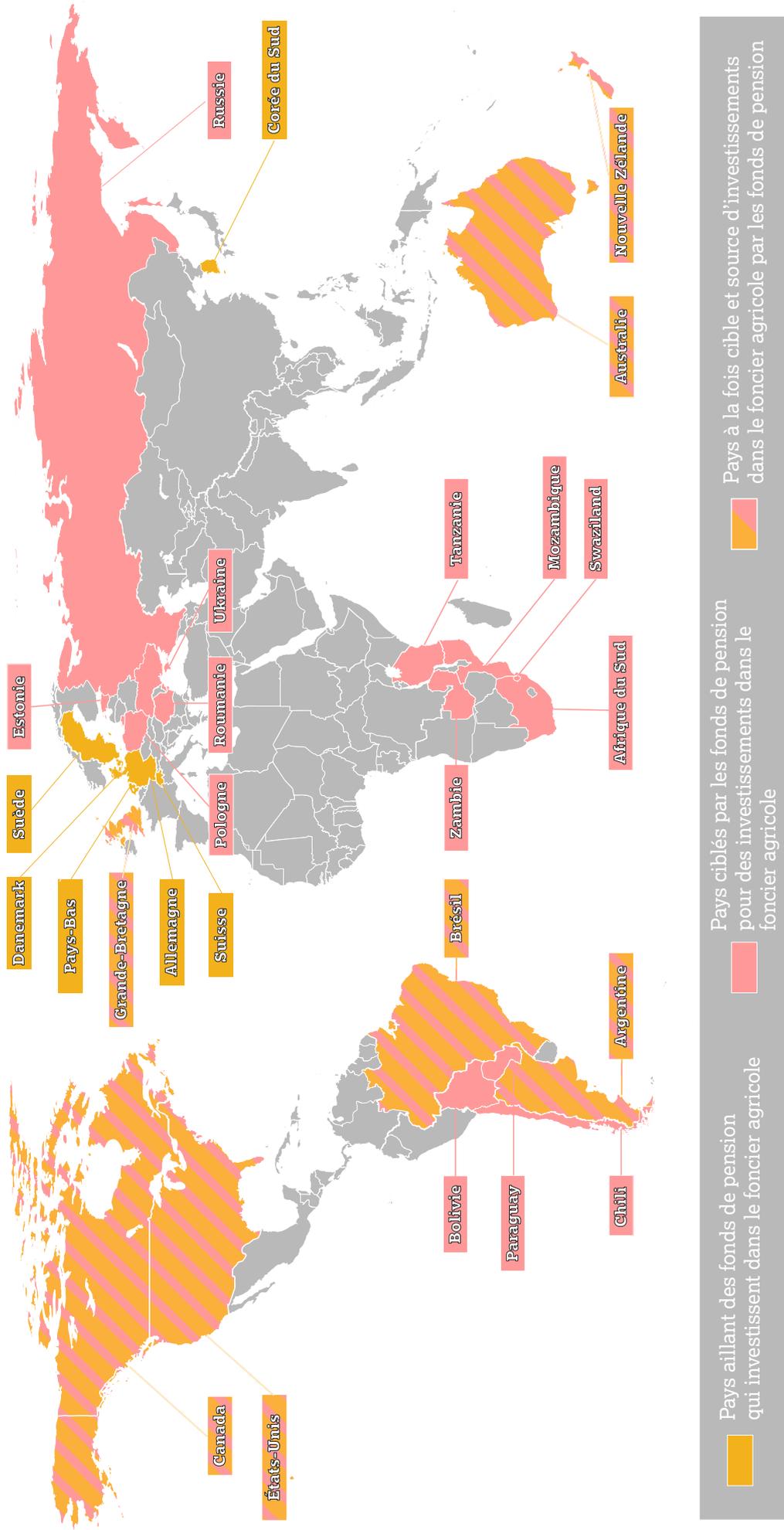
Dans beaucoup de régions du monde, les précédentes générations d'agriculteurs se sont battues pour obtenir des lois et des réglementations empêchant les fonds de pension et autres grandes entreprises d'acheter des terres agricoles au niveau du pays, des États, des provinces ou au niveau local. Il nous faut de toute urgence redonner vie à ces luttes, face à l'ampleur sans précédent de la prise de contrôle des grandes entreprises et des spéculateurs financiers sur les terres agricoles. Laisser à ces entreprises le soin de s'autodiscipliner avec des directives volontaires, c'est la catastrophe assurée.

Il est temps aussi d'aller plus loin et de s'interroger sur la manière dont les pensions, ou pour être peut-être plus précis, les salaires différés, sont organisés. Les pensions ont été pour les mouvements de travailleurs une victoire obtenue de longue lutte dans certaines parties du monde, mais elles ont en même temps joué un double rôle en soutenant la croissance et la puissance de la finance mondiale qui a été extrêmement destructrice

pour les travailleurs.²⁵ En outre, la proportion des travailleurs qui de nos jours jouissent d'une véritable sécurité de pension est faible et va en s'amenuisant. Nous sommes donc à un moment important pour repenser et concilier deux domaines de l'activisme : les luttes pour des mesures sociales capables d'assurer une sécurité financière convenable à toutes les personnes âgées et les luttes pour des systèmes d'épargne engagés dans les investissements sociaux dans l'intérêt des travailleurs du monde entier (notamment les agriculteurs).

.....
25. Pour savoir si les travailleurs et leurs organisations peuvent exercer un véritable contrôle sur les fonds de pension dans le contexte des marchés financiers actuels et pour une discussion des alternatives, voir : Kevin Skerrett, Chris Roberts, Johanna Weststar et Simon Archer, *The Contradictions of Pension Fund Capitalism*, Cornell University Press, 2017.

Carte 1 : Investissements mondiaux des fonds de pension dans les terres agricoles





GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

Retrouvez la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web:
<https://www.grain.org/fr/article/categories/14-reports>

GRAIN
Girona 25 pral., 08010 Barcelone, Espagne
Tél: +34 93 301 1381, Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org
www.grain.org